



DELIBERATION du Bureau N° B90/2018

**Délibération relative au régime d'exercice de la pêche du bar (*Dicentrarchus labrax*) au filet
dans les divisions CIEM VII a, d, e, f, g, h et IV b, c (zone Nord)
pour la campagne de pêche 2019**

Vu le règlement (UE) n°2018/120 du Conseil du 23 janvier 2018 établissant, pour 2018, les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux de l'Union et, pour les navires de pêche de l'Union, dans certaines eaux n'appartenant pas à l'Union, et modifiant le règlement (UE) 2017/127,

Vu le règlement (UE) n°1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche,

Vu le règlement (UE) n°227/2013 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2013 modifiant le règlement (CE) n°850/98 du Conseil visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins,

Vu le règlement (CE) n° 404/2011 du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche,

Vu le règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche,

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 912-2, L. 941-1, L. 946-2, L. 946-6 et R. 912-1 à R. 912-17,

Vu l'arrêté du 18 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives en matière de pêche maritime,

Vu l'arrêté du 20 avril 2017 portant approbation du règlement intérieur du CNPMM,

Vu la consultation du public effectuée sur le site internet du CNPMM du 8 au 29 novembre 2018,

Considérant la nécessité de disposer de tous les outils adaptés à une gestion rationnelle, durable et responsable du stock de bar de la zone Nord,

Sur consultation écrite de la Commission « Mer du Nord - Manche » du CNPMM du 26 au 29 novembre 2018,

Le Bureau adopte les dispositions suivantes :

I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Définitions

1.1. Armateur

Entendre : personne physique ou morale qui exploite le navire en son nom, qu'il en soit ou non le propriétaire.

1.2. Licence de pêche européenne

La licence de pêche européenne confère à son détenteur, pour un navire donné, le droit, dans les limites fixées par les réglementations nationales et européennes, d'utiliser une certaine capacité de pêche pour l'exploitation commerciale de ressources aquatiques vivantes.

1.3. Licence Bar filet de la zone Nord

La « licence Bar » est une autorisation de pêche, délivrée par le CNPMM sur le fondement de l'article L. 921-2 du code rural et de la pêche et de l'article R. 912-14 du code rural et de la pêche maritime susvisés, pour pêcher le bar au filet en zone nord.

On entend par « Nord » la zone comprise dans les divisions CIEM VII a, d, e, f, g, h et IV b, c.

1.4. Pêche au filet

Technique de pêche consistant en la pêche au moyen de filets fixes droits ou emmêlant (codes engin FAO : GNS, GNF, GTR, GTN, GEN, GN, GNE, FYN, FPN et FIX).

1.5. Groupe de traitement des demandes

Ce groupe comprend le président de la Commission « Mer du Nord – Manche », un représentant de chaque CRPMM concerné par la zone Nord, deux permanents du CNPMM, un représentant FEDOPA, un représentant ANOP.

1.6. Capacité

Entendre : la puissance motrice du navire exprimée en kilowatts (Kw)

Article 2 – Champ d'application

2.1. L'exercice de la pêche professionnelle du bar au filet, dans les eaux des zones CIEM VII a, d, e, f, g, h et IV b, c, est soumis à la détention de la licence Bar filet de la zone Nord.

2.2. La licence Bar filet de la zone Nord est valable du 1^{er} avril au 31 décembre 2019.

2.3. La licence n'est pas cessible.

Article 3 – Titulaire de la licence

La licence Bar filet de la zone Nord est attribuée à un armateur pour l'exploitation d'un navire donné.

En cas de co-exploitation du navire, sous forme sociétale ou pas, le titulaire de la licence est celui qui détient le nombre de parts le plus important.

En cas de co-exploitation du navire à égalité des parts ou de société, les co-exploitants devront désigner le titulaire de la licence.

II. REGLES DE GESTION DE LA PECHERIE

Article 4 –Autorisation de capture et débarquement

Les détenteurs de la licence Bar filet pour la zone Nord sont autorisés à capturer du bar durant la période de validité de la licence, dans la limite des débarquements autorisés et, le cas échéant, des périodes de fermeture de la pêcherie fixés par la réglementation européenne en vigueur pour cet engin dans la zone considérée.

III. PROCEDURE D'ATTRIBUTION DE LA LICENCE BAR FILET

Article 5 – Fixation d'un plafond de capacité et d'un contingent de navires

Les licences sont attribuées dans la limite d'un contingent de navires et d'une capacité totale exprimée en KW.

Le plafond de capacité correspond au cumul des capacités des couples armateur-navire ayant enregistré des captures de bar au filet fixe en zone Nord au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 septembre 2016. Ce plafond est égal à 38 341 KW.

Le contingent de navires correspond au nombre de navires ayant enregistré des captures de bar au filet fixe en zone Nord au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 septembre 2016. Ce plafond est égal à 296 navires.

Aucune licence ne peut être attribuée une fois l'un des deux plafonds susmentionnés atteint.

Article 6 – Conditions d'éligibilité

Outre les dispositions réglementaires en vigueur, le demandeur de la licence Bar filet de la zone Nord doit, au moment de sa demande :

- avoir un navire actif au fichier flotte européen,
- détenir une licence de pêche européenne,
- exercer l'activité de pêche maritime à titre principal,
- être à jour du paiement de la cotisation professionnelle obligatoire,
- être à jour de ses déclarations de capture.

Dans le cas où une ou plusieurs de ces conditions ne seraient pas respectées à la date susmentionnée, la demande de licence sera rejetée.

Les demandes n'obéissant pas aux catégories d'attribution de l'article 7.3 de la présente délibération sont inéligibles.

Article 7 – Priorités d’attribution

7.1. Définitions

Est considérée comme une **demande de renouvellement à l’identique**, la demande présentée par un armateur détenteur de la licence Bar filet de la zone Nord pour la campagne 2018 pour le même navire, y compris si sa puissance motrice a été réduite ou augmentée.

Est considérée comme une **demande de renouvellement avec changement de navire**, la demande présentée par un armateur détenteur de la Bar filet de la zone Nord pour la campagne 2018 pour un autre navire de capacité inférieure, identique ou supérieure au navire précédent.

Est considérée comme une **demande en poursuite de réservation**, la demande présentée par un armateur ayant bénéficié d’une réservation de licence Bar en zone Nord pour le filet pour la campagne 2018, qui fournit des explications quant au retard pris dans son projet de construction de navire (à l’exception de celui ayant subi une perte totale de son navire ou une fortune de mer) et qui précise la puissance motrice de son futur navire.

7.2. Réservation de licence

Un armateur ayant un projet d’achat ou de construction peut demander une réservation de licence dans le cadre d’une demande de permis de mise en exploitation pour la durée de la campagne de pêche en cours. Tout document justifiant de la réalité du projet de construction ou d’achat doit être communiqué avec la demande de licence. Ce délai de réservation peut être renouvelé deux fois sur la base d’explications fournies par le demandeur quant au retard pris par son projet.

Un armateur ayant subi une perte totale de son navire après fortune de mer ou une avarie technique temporaire peut demander une réservation de licence le temps qu’il acquiert un nouveau navire de puissance inférieure ou égale à l’ancien ou répare son navire et s’il manifeste la volonté de poursuivre son activité à l’identique. La licence est mise en réserve pour la campagne de pêche 2019. Ce délai de réservation peut être renouvelé deux fois sur la base d’explications fournies par le demandeur quant au retard pris par son projet.

Pendant cette période, la licence d’un couple armateur-navire ainsi réservée peut être attribuée provisoirement sans création d’antériorités à un demandeur qui en fait la demande expresse pour un navire de puissance inférieure à égale à celle du navire pour lequel la licence a été réservée. Le demandeur est inscrit sur une liste d’attente qui a été constituée après atteinte des plafonds du delta (cf. article 7.3). Cette attribution se fait selon l’ordre de priorité des catégories de l’article 7.3 de la présente délibération.

7.3. Ordre d’attribution

Les licences sont délivrées dans l’ordre d’attribution suivant :

- A. Demandes de renouvellement à l’identique ou avec changement de navire à capacité inférieure ou identique,
- B. Demandes en poursuites de réservation,
- C. Demande d’un armateur pour un navire pour lequel un autre armateur était détenteur de la licence Bar filet de la zone Nord 2018 (changement d’armateur sans sollicitation de la licence Bar filet de la zone Nord de la part de l’armateur initial),

- D. Demande de renouvellement à l'identique avec un navire dont la puissance motrice a été augmentée,
- E. Demande de renouvellement avec changement de navire disposant d'une capacité supérieure au navire précédent,
- F. Autres demandes.

Pour départager des demandes identiques au sein d'une même catégorie, il est tenu compte des antériorités du demandeur, des orientations du marché, des équilibres socio-économiques et portuaires et, si besoin, de la date d'envoi du dossier complet de demande auprès du comité de rattachement.

Aucune licence ne peut être attribuée une fois l'un des plafonds mentionnés à l'article 5 atteint.

Une liste d'attente est constituée avec le surplus des demandeurs classés selon l'ordre de priorité des catégories.

Article 8 – Remotorisation en cours de campagne

L'armateur titulaire de la licence doit notifier par tout moyen au CNPMMEM son intention de remotoriser son navire en cours de campagne à la hausse ou à la baisse (permis de mise en exploitation, certificat d'installation de puissance par le motoriste).

Une remotorisation à la hausse d'un navire en cours de campagne entraîne une perte de la licence dès lors que le plafond de capacité défini à l'article 5 de la présente délibération est atteint ou sur le point de l'être.

Les notifications concomitantes de dépassement seront traitées par le CNPMMEM selon leur ordre de réception.

IV. DISPOSITIONS RELATIVES A LA DEMANDE DE LICENCE

Article 9 – Contenu des dossiers de demande de licence

Les demandes de licence Bar filet de la zone Nord » sont effectuées auprès du CRPMMEM de rattachement du navire, conformément au formulaire établi par le CNPMMEM (cf. annexe A).

Les demandes interviennent avant le 15 février 2019. Le règlement de la cotisation dont le montant est fixé par la délibération du CNPMMEM portant dispositions financières, est joint au formulaire.

Pour les demandeurs non détenteurs d'une licence Bar filet de la zone Nord pour la campagne de pêche 2018, une copie de l'acte de francisation du navire doit être jointe à la demande.

Toute demande doit être signée par le demandeur avant d'être transmise au CRPMMEM de rattachement.

Article 10 – Transmission des demandes de licences

Les CRPMMEM opèrent un examen technique des demandes reçues au regard de leur complétude et vérifient l'exactitude du statut du demandeur (au regard des ordres de priorités). Ils les transmettent au CNPMMEM sous la forme du tableau figurant en annexe B avant le 1^{er} mars 2019

Le CNPMMEM vérifie l'éligibilité des demandes au regard de la condition de CPO et au regard de l'examen de l'éligibilité mené par la DPMA sur les autres conditions. Il transmet aux CRPMMEM la liste des demandes vérifiées.

Sur la base de cette liste, les CRPMMEM émettent un avis technique au regard des critères d'attribution de la licence. Les avis défavorables sont motivés. Cette liste faisant état des avis par licence est transmise au CNPMMEM, sous la forme du tableau en annexe B avant le 15 mars 2019.

Les demandes de licences en cours de campagne sont instruites jusque 2 mois avant la fin de la période de validité en cours de la licence.

Article 11 – Délivrance de la licence

La licence est délivrée par le Bureau du CNPMMEM.

Après transmission par les CRPMMEM, ces dernières font l'objet d'un examen technique par un groupe de traitement des demandes, dont la composition est fixée à l'article 1.5 de la présente délibération.

Si une difficulté apparaît dans l'examen technique, il transmet pour avis les demandes concernées à la Commission « Mer du Nord – Manche ».

Après son examen, et règlement éventuel des difficultés par la Commission, le groupe de traitement des demandes établit une liste de licences qu'il propose au Bureau du CNPMMEM d'attribuer au regard de la présente délibération.

Le CNPMMEM notifie aux demandeurs l'attribution ou le refus d'attribution de la licence Bar filet de la zone Nord pour la campagne de pêche en cours.

Dans le cas d'une réservation de licence (cf. articles 7.2 de la présente délibération), la licence sera effectivement délivrée sous réserve du respect des conditions d'éligibilité et de puissance motrice du navire, dès lors que l'armateur communique au CNPMMEM l'acte de francisation du navire, preuve que le navire est entré en flotte.

Le CNPMMEM intègre la liste des détenteurs de la licence Bar filet de la zone Nord dans la base de données SISAAP gérée par la DPMA.

Article 12 – Mise à jour des listes

La liste récapitulative des licences bar attribuées est transmise sous la forme de tableaux aux CRPMMEM et à la DPMA aux fins notamment de transmission aux services de contrôle.

Les CRPMMEM notifient au CNPMMEM tous les mouvements de navires intervenus courant la campagne impliquant une rupture du couple armateur-navire détenteur de la licence Bar filet de la zone Nord.

Le CNPMMEM procède à la mise à jour de la base de données SISAAP.

V – APPLICATION DE LA LICENCE et OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Article 13 – Respect des obligations réglementaires

Conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur, le titulaire de la licence Bar filet de la zone Nord est tenu :

- d'effectuer ses déclarations statistiques de captures aux autorités concernées et notamment de fournir les journaux de pêche (« log book » et fiches de pêche) requis par la réglementation européenne,
- de respecter la taille minimale des bars capturés.

Article 14 – Répression des infractions

Les infractions à la présente délibération et à celles prises pour son application sont recherchées et poursuivies conformément aux articles L. 941-1, L. 946-2, L. 946-5 et L. 946-6 du Code rural et de la pêche maritime.

Article 15 – Application de la délibération

Les Présidents du CNPMM et des CRPMM sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application de la présente délibération.

Article 16

La présente délibération annule et remplace la délibération B86/2017 du 6 décembre 2017 à compter du 1^{er} avril 2019.

Paris, le 5 décembre 2018,

Le Président,



Gérard ROMITI